

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 18 septembre 2011

N° 376

PRIX : 0,60 Euro

LIBYE



LA COURSE DES IMPERIALISTES

POUR LE PARTAGE DES RICHESSES

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE
Editorial

-Libye: La course des impérialistes pour le partage des richesses
 - Rebelles et racistes font la chasse aux immigrants africains (p. 3)

Page 5

Affaire Bourgi: les relations maffieuses entre dictateurs africains et ...

Page 6

Sénégal: Les mallettes de Wade

Page 7

Côte d'Ivoire: Cachez-moi cette misère ...

Page 8

Madagascar: Le pouvoir et l'opposition en route pour...

Page 10

Crise du capitalisme: Un système barbare auquel il faut mettre fin

ABONNEMENT**France :**

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42
 92114 - Clichy cedex

é d i t o r i a l

LIBYE

LA COURSE DES IMPERIALISTES POUR LE PARTAGE DES RICHESSES

Le 15 septembre Sarkozy a été le premier dirigeant à visiter la Libye. Il a été accompagné par le Premier ministre britannique David Cameron. Les dirigeants du CNT (Conseil National de Transition) leur ont réservé un accueil triomphal sur la place de la Liberté de Benghazi, la ville où la rébellion a démarré.

La guerre déclenchée il y a six mois en Libye est dans sa phase finale. Certes, le CNT n'a pas réussi à mettre la main sur Kadhafi mais ses partisans contrôlent la capitale Tripoli grâce à l'aide militaire des pays impérialistes.

Ceux qui ont pris l'initiative de la création du CNT sont les insurgés de Benghazi autour de notables et de chefs militaires qui ont lâché Kadhafi quand ils ont jugé que le bateau était en train de couler. Bien sûr la population de cette ville et du reste du pays a courageusement participé à la chute du dictateur. Les dirigeants de ce conseil sont d'obédience diverse. Il y a parmi eux des personnes qui se disent démocrates ou progressistes et qui veulent sortir leur pays de l'arriération et en finir avec le régime de dictature. Mais il y en a d'autres qui sont des monarchistes, des anciens kadhafistes ralliés de fraîche date, des islamistes djihadistes, etc. qui ne rêvent qu'à vouloir mettre en place un autre régime de dictature pas moins féroce et rétrograde que celui qui est en train d'être renversé. Les dirigeants des Etats impérialistes, plus particulièrement la France et la Grande Bretagne se sont précipités pour leur accorder une reconnaissance internationale.

En fait en guise de victoire, il s'agit surtout de celle de l'impérialisme français et britannique. Ces deux puissances européennes ont été les premières à reconnaître le CNT et ses dirigeants. C'est la parade des vainqueurs.

L'impérialisme français continue à mener sa politique de domination dans les pays d'Afrique. Il favorise l'arrivée au pouvoir des hommes qui sont prêts à défendre ses intérêts. Il n'y a pas longtemps en Côte d'Ivoire, la France a aidé militairement Ouattara et ses partisans à conquérir le pouvoir au détriment de Gbagbo. Aujourd'hui elle joue le même rôle en Libye.

Les dirigeants des pays impérialistes justifient leur intervention sous le noble prétexte d'aider le peuple libyen à « se libérer de la

dictature » et affirment vouloir « l'accompagner vers une transition démocratique ». Ils parlent aussi officiellement de vouloir planifier la reconstruction du pays dévasté par la guerre. On sait très bien que ce n'est pas une aide gratuite. La guerre n'est pas encore terminée que déjà ils s'empressent de signer des contrats avec les dirigeants du CNT pour se partager les ressources du pays en gaz et surtout en pétrole. La France de Sarkozy a une longueur d'avance par rapport à la grande Bretagne et les Etats Unis puisqu'elle a été la première à reconnaître le CNT. Ce dernier a annoncé qu'il lui réserve 35% des contrats pétroliers pour l'avenir. Les Etats Unis, l'Italie et d'autres pays auront aussi leur part du gâteau.

Pour la France les groupes capitalistes comme Bolloré, Total, Thales, Alcatel-Lucent et d'autres ont envoyé à plusieurs reprises leurs représentants pour discuter des contrats futurs. La Grande Bretagne et les Etats-Unis ont aussi

déjà discuté une bonne partie des contrats pétroliers. Quant à l'Italie, qui n'a pas voulu lâcher Kadhafi tout de suite, elle vient en dernier. Elle avait des accords avec la Libye depuis de nombreuses années pour empêcher les immigrés de traverser la Méditerranée. Avec le CNT pour le partage du gâteau, elle passe après les autres.

Pour l'instant l'affrontement armé n'est pas terminé. Mais une fois que la guerre sera finie, il y a le risque que les ambitions personnelles apparaissent au sein des nouveaux dirigeants libyens.

Il est clair que dans cette situation, les dirigeants du CNT ainsi que ceux des états impérialistes ne voient que leurs intérêts personnels et ceux des grandes firmes. Le sort de la population qui a participé dans la guerre contre Kadhafi ne les intéresse pas du tout. Pour se libérer de l'oppression et de l'exploitation, les travailleurs et les pauvres de ce pays auront à déclarer la guerre contre les capitalistes et les nouveaux dirigeants qui leur servent la soupe.

LIBYE

REBELLES ET RACISTES FONT LA CHASSE AUX IMMIGRES AFRICAINS

Considérés comme des mercenaires à la solde de Kadhafi, de nombreux immigrés africains, en particulier ceux du Tchad, du Soudan, du Nigeria et du Mali, étaient pourchassés dans les rues et les quartiers par des rebelles lors de la prise de Tripoli. Ils étaient sauvagement maltraités, certains mêmes tués. Mais il n'y a pas que les rebelles : des bandes de racistes ou tout simplement des pillards armés de couteaux ou de pistolets voire de kalachnikovs, s'attaquaient également aux immigrés noirs, pour les dépouiller de leurs maigres affaires, de leurs maigres pitances. Ceux qui osaient leur résister étaient blessés au couteau ou même abattus.

Fuyant cette répression, des centaines d'Africains se sont réfugiés dans un vieux port désaffecté à 25 km de Tripoli ; ils y vivent dans des conditions de vie inhumaines : pas d'eau potable, manque de nourriture, pas de soins pour les blessés, etc.



Un Noir arrêté, accusé d'être un mercenaire

D'autres qui n'ont pas pu fuir, ont été arrêtés par des rebelles. L'un des prisonniers raconte : « Nous étions 59 Africains de toutes nationalités dans la même cellule, sans eau, sans toilette, sans matelas. On nous donnait à manger et à boire une fois par jour (...) Certains gardiens

nous battaient. Jamais ils ne nous ont interrogés». Mais les rebelles ne se sont pas arrêtés là ; ils sont allés même jusqu'à arrêter des Libyens noirs, des Toubous et des Goranes, habitant à la lisière de la frontière tchado-libyenne. Les femmes de ces derniers ont immédiatement réagi. Une vingtaine campent depuis plusieurs jours devant le complexe sportif de Bab Al Barh où croupissent 210 travailleurs noirs taxés de mercenaires de Kadhafi. Elles réclament la libération de leurs maris, de leurs frères ou de leurs fils arbitrairement arrêtés.

Bien que de façon minoritaire, il existe néanmoins des Libyens blancs qui ont pris la défense des Africains noirs. Certains de ces derniers, connus dans leur quartier ou leur lieu de travail, sont protégés par de tels voisins.

Qu'ils se soient réfugiés au port, prisonniers ou même protégés par des voisins blancs, le sort des immigrés africains demeure inquiétant jusqu'à aujourd'hui.

Pourtant les deux millions de Noirs qui vivent en Libye ne sont pas tous des mercenaires. La plupart y travaillent depuis des années, en général dans le bâtiment ou dans la restauration. D'autres, en transit pour les capitales européennes, exercent, en attendant, des petits

métiers pour survivre : vendeurs à la sauvette, employés de maison, garçons ou filles de course, etc.

Mais aux yeux des rebelles, ils sont tous des mercenaires de Kadhafi. Ils ne font que suivre la voie de la répression tracée par l'ancien dictateur Kadhafi. En 2000 par exemple, des émeutes racistes avaient déferlé sur les noirs africains. Il y a eu une centaine de morts parmi eux ; les survivants étaient refoulés manu-militari vers leurs pays d'origine. Rappelons aussi qu'un accord de coopération entre Berlusconi (Italie) et Kadhafi a été signé il y a quelques années : construction d'un camp de rétention en Libye pour stopper l'immigration clandestine vers l'Europe ; mise sur pied d'un contingent composé de policiers italiens et libyens qui patrouillent dans les zones terrestres, maritimes et aériennes, tout cela aux frais du gouvernement italien. Les dirigeants européens, en particulier d'Allemagne et d'Espagne cherchent à signer des accords de ce genre avec le Maroc et l'Algérie.

Ce que cherchent ces dirigeants européens, c'est de transformer, en général, les pays du Maghreb et d'Afrique en gendarmes contre l'immigration clandestine. Ils veulent moins se salir les mains, ils veulent que des dictateurs africains fassent le sale boulot à leur place, moyennant finance.

LES CONSEQUENCES DU CONFLIT LIBYEN SUR LA ZONE SAHELIEENNE



Des combattants d'Aqmi quelque part dans le désert

Une des conséquences de la guerre en Libye est la prolifération et l'éparpillement des armes de guerre à l'intérieur du continent africain. Tout dernièrement, les 7 et 8 septembre, Alger a accueilli une conférence internationale sur "la

lutte contre le terrorisme au Sahel". Chacun a constaté "la menace grandissante" des groupes terroristes islamistes.

Les premiers pays touchés sont bien évidemment ceux de la zone saharienne (Algérie, Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Soudan), mais ils ne sont pas les seuls. Les trafiquants d'armes et de munitions profitent de cette opportunité d'un pays en guerre pour s'en approvisionner relativement facilement. L'immensité des zones incontrôlées du Sahara leur permet d'acheminer ces armes avec un moindre risque vers de nombreux points du continent.

Actuellement, les deux pays sahétiens les plus touchés sont le Mali et Mauritanie. Les

combattants d'AQMI (Al-Qaida au Maghreb Islamique), semblent y progresser. Ils multiplient leurs actions armées et mettent en difficulté les régimes incapables de les combattre sans l'aide des pays riches (Etats-Unis et Europe).

Le 24 juin dernier, les armées malienne et mauritanienne ont fait la démonstration de leur incapacité en prétendant vouloir "donner l'assaut" à une base de djihadistes de l'Aqmi dans la forêt de Wagadou (située à la frontière entre le Mali et la Mauritanie). Ce fut un fiasco. Les principales victimes furent les habitants des villages situés dans les environs. Ils ont été malmenés et brutalisés par les militaires au prétexte de mesures de sécurité. Ceux-ci ont tiré sur des voitures appartenant à des civils, faisant des blessés parmi eux. Des éleveurs de bétail ont également fait les frais de la brutalité des armées. Des bergers ont perdu la vie en marchant sur des mines antipersonnel.

Cette menace islamiste est surtout une occasion pour l'impérialisme américain de renforcer sa présence militaire au Sahel. Il y a quelques années il avait déjà mis le pied sur le sol

malien en y implantant un centre de commandement intitulé "Africom". Cela n'a pas empêché les groupes de combattants djihadistes de progresser. On l'a constaté avec la progression du nombre de prises d'otages surtout au Mali et au Niger. L'armée française quant à elle, s'était déjà distinguée dès juillet 2010 lors d'une opération militaire sur le territoire malien, en collaboration avec l'armée mauritanienne. C'est dire à quel point l'impérialisme français juge l'armée malienne incompétente face à quelques combattants armés agissant sur son territoire national.

Les dirigeants des pays africains abritant des bases d'Aqmi sont certes mis à mal par l'action militaire de ces combattants islamistes qui ne se contentent pas de trafics en tous genres (armes, cigarettes, drogues...), mais celles qui en font déjà les frais et qui le feront de plus en plus, ce sont les populations pauvres prises entre le marteau et l'enclume. Elles subissent d'un côté la dictature des régimes en place et de l'autre, le mépris et la violence des groupes armés agissant comme des mafieux fanatiques.

UNE AFFAIRE QUI REVELE LA PERSISTANCE DES RELATIONS MAFIEUSES ENTRE DES DICTATEURS AFRICAINS ET LES DIRIGEANTS FRANÇAIS



Robert Bourgi, l'ex- Monsieur Afrique de l'Elysée

Un avocat d'affaires anciennement conseiller de l'Elysée du nom de Robert Bourgi vient de faire des révélations à la presse française. Il a expliqué comment il convoyait des dizaines

de millions de dollars dans des mallettes, provenant de certains dictateurs africains pour être remis à Chirac à l'époque où il était président de la République et à Villepin son conseiller.

Ce Bourgi se revendique d'avoir été durant plusieurs années le M. Afrique de l'Elysée c'est-à-dire un homme de l'ombre agissant pour la mainmise des groupes capitalistes français sur l'économie des anciennes colonies françaises en Afrique. En contrepartie de ce pillage et de mallettes remplies d'argent destinées aux dirigeants français, les dictateurs africains pouvaient compter sur le soutien de la diplomatie et au besoin, de l'armée française pour les protéger contre leur propre peuple. C'est ainsi par exemple que Karim Wade le fils du président

sénégalais, aurait, selon les affirmations de Bourgi, sollicité son entremise pour faire intervenir les militaires français contre les manifestations de Dakar il y a quelques mois. Celui-ci aurait refusé d'intercéder en faveur du pouvoir de Wade mais a dévoilé les sollicitations téléphoniques de Karim Wade.

Cette pratique existe depuis l'époque des indépendances. Le réseau dit « françafrique » de triste renommée était dirigé par « l'homme de l'ombre » Jacques Foccart à l'époque de De Gaulle mais il n'a pas disparu avec la mort de ce dernier. Il favorisait la mise en place des dictateurs en Afrique au gré des besoins des compagnies pétrolières et des firmes françaises. Lorsque ces firmes voulaient se débarrasser de certains dictateurs parce que devenus trop encombrants ou trop récalcitrants, le même Foccart usait de son pouvoir occulte pour les faire tomber et les remplacer par d'autres dictateurs plus conformes à leurs intérêts. Le nom de Jacques Foccart a été en son temps associé à celui du barbouze Bob Denard qui disposait de mercenaires pour exécuter les basses besognes pour le compte de l'impérialisme français ou des groupes capitalistes opérant sur le sol africain.

Le réseau françafrique a continué son sale boulot sous Mitterrand avec son propre fils surnommé « Papa m'a dit », le nouveau Monsieur Afrique. Ce dernier profitait de ses relations et de ses passe-droits pour mener ses propres affaires sur le sol africain notamment dans les ventes d'armes, en association avec un homme d'affaires

mafieux dénommé Falcone. Cela l'avait conduit à faire de la prison, avant d'être remis en liberté après versement d'une caution de quelques millions ; ce qui n'a pas dû être trop difficile vu les sommes colossales qu'il avait certainement réussi à accumuler au cours de cette « activité » lucrative.

Les millions de dollars ou d'euros qui circulent par l'intermédiaire de Monsieur Afrique sont en réalité des pourboires concédés par les grands trusts genre Total, par les groupes Bouygues, Bolloré et leurs semblables d'autres secteurs, pour faire que le système fonctionne. C'est cela qui permet aux actionnaires de continuer de piller les richesses, quitte à arroser au passage les dictateurs africains par l'intermédiaire desquels une partie de l'argent prend la destination des poches des dirigeants français et de leurs caisses occultes de campagnes électorales.

Au bout de cette chaîne détestable ce sont finalement les travailleurs et les peuples d'Afrique qui supportent le pillage capitaliste et les frais de la corruption qui alimentent les caisses occultes.

Cette affaire nauséabonde a de quoi susciter un sentiment de dégoût chez les travailleurs d'Afrique ainsi que chez ceux de France. Il est indispensable que ce sentiment débouche sur la conscience et la lutte car c'est le seul moyen de mettre fin à ce système capitaliste gangrené par la corruption.

SENEGAL

LES MALLETES DE WADE

Karim Wade a annoncé qu'il allait porter plainte pour "diffamation" contre l'avocat d'affaire Robert Bourgi pour avoir révélé qu'il fait partie de la liste des personnalités africaines ayant apporté de l'argent liquide à l'Élysée pour financer la campagne électorale de Chirac. Selon cet avocat qui connaît bien les relations secrètes qu'entretient l'impérialisme français avec ses anciennes colonies d'Afrique, le fils de Wade

aurait remis devant lui une somme de "500 millions de F CFA (760.000 d'euros) à Dominique de Villepin », alors qu'il était secrétaire général de l'Élysée.

Ce n'est pas la première fois que le nom de Wade est cité dans une affaire de pot de vin. Il est coutumier du genre. On se souvient de l'affaire Alex Ségura qui défraya la chronique en septembre 2009. Ce monsieur Ségura, haut cadre

du FMI, avait effectué une mission à Dakar. A la fin de sa mission, avant de quitter le Sénégal, Wade lui a offert une mallette remplie de billets (certains ont avancé le chiffre de 133 000 euros). Mais pour une raison ou pour une autre, l'affaire fut révélée à la presse. Pris presque la main dans

le sac, Abdoulaye Wade a dû reconnaître qu'il s'agissait bien d'un "cadeau d'adieu" mais que si le montant était si élevé c'est à cause d'une "erreur" de son aide de camp qui se serait trompé de mallette. C'est une manière d'avouer tout de même qu'il y a beaucoup de "mallettes" de ce genre au palais présidentiel.

CÔTE D'IVOIRE

CACHEZ-MOI CETTE MISERE QUE JE NE SAURAI VOIR !

Sous prétexte de lutter contre l'insalubrité, le nouveau pouvoir s'en prend aux plus pauvres. Il s'est illustré tout dernièrement par des opérations dites de "déguerpissements" et par la destruction sauvage de certains quartiers. La ministre chargée de la Salubrité urbaine s'est transformée en bulldozer. Partout où son engin passe, il laisse derrière lui, des étalages en lambeaux et des constructions éventrées. Les petites marchandes et marchands qui s'étaient installés aux abords des voies ont vu leurs étalages détruits et emportés. Naturellement, dès que les casseurs ont le dos tourné, les étalages réapparaissent comme si de rien n'était. Cela embête la ministre en charge de cette sale besogne. Elle vient de mettre en place une brigade pour empêcher que les gens ne se réinstallent. Cette dernière doit veiller à ce que les rues n'offrent plus à la vue des riches, le spectacle de la misère quand ils passent dans leurs grosses voitures climatisées.

Sans être devin, on sait que Anne Ouloto, tout comme Mel Théodore avant elle, n'y parviendra pas. Ce qui jette les petites gens aux abords des voies et grandes artères pour pratiquer la vente à la sauvette, c'est la misère. Les étalages que la ministre détruit pour plaire à une certaine catégorie de la population, sont le plus souvent le seul moyen de subsistance de familles entières. Dans ces conditions la force qui pousse vers cette activité sera toujours plus forte que toutes les polices que les gouvernements successifs mettront en place pour dissuader, d'autant que la pauvreté ne fait que s'accroître au fil des ans.

Ceux qui sont rassasiés sont toujours terrifiés par le spectacle de ceux qui sont affamés, surtout quand c'est l'indigence des derniers qui alimente l'enrichissement des premiers. C'est pourquoi comme le pouvoir en place est incapable de s'en prendre aux racines de la misère, il préfère la nier en pratiquant la politique de l'autruche.

FRCI OU FANCI C'EST BLANC BONNET, BONNET BLANC

La hiérarchie militaire s'est réunie il y a quelques jours pour "réfléchir" sur les questions militaires. Parmi celles-ci, il y a la dénomination de la nouvelle armée. Les autorités militaires ont opté pour l'ancienne appellation Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) au lieu de Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) baptisée ainsi par Alassane Ouattara pendant la crise post-électorale.

Cette armée s'est surtout illustrée par des exactions sur les civils sans défense. L'on se souvient encore des exécutions sommaires dans

l'Ouest de la Côte d'Ivoire, les pillages de maisons à travers la ville d'Abidjan, les exactions sur les pauvres. Dans certaines localités, elle continue de faire encore parler d'elle. Il y a quelques deux semaines dans le département d'Aboisso des éléments ont froidement abattu un jeune pour avoir résisté à leur attitude brutale. Dans le même mois de septembre, des éléments ont fait une descente musclée dans un village de Yamoussoukro faisant deux morts et de nombreux blessés. La liste des exactions est très longue. Est-ce pour faire oublier ces nombreux

meurtres, bastonnades et assassinats que les hauts gradés ont décidé de se débarrasser de cette étiquette pas très glorieuse? Les FDS n'étaient pas mieux ! Les populations d'Abobo ont encore fraîchement en mémoire le massacre des femmes et les exactions qu'elles ont commis.

FRCI ou FANCI, ce sont les mêmes tueurs qui ont servi sous Gbagbo et qui composaient la rébellion qui formeront cette nouvelle armée. L'appellation n'y changera rien. Comme le dit l'adage, le chien ne change pas sa manière de s'asseoir. Les brimades et le racket

des civils dans lesquels ils se sont spécialisés ne disparaîtront pas avec le changement de nom. L'armée est le principal pilier de l'Etat. Son rôle est la répression de la population. A chaque fois que les travailleurs et les populations pauvres descendront dans la rue pour réclamer de meilleures conditions de vie, cette armée sera là pour les massacrer. Sauf si les soldats du rang qui sont issus des familles pauvres rejoignent le camp des exploités pour retourner leurs fusils contre les ennemis des travailleurs

MADAGASCAR

LE POUVOIR ET L'OPPOSITION EN ROUTE POUR GOUVERNER ENSEMBLE

Les ministres des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, de la Zambie et de la Tanzanie, désignés sous le nom de Troïka de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe), viennent de faire signer une « feuille de route de sortie de crise » aux dirigeants malgaches et aux principaux partis d'opposition.



Les chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC le 18 août 2011 à Luanda (Angola)

Par ce texte les uns et les autres se sont donc mis d'accord pour que le régime de transition continue d'être dirigé par Andry Rajoelina. Celui-ci s'engagerait à partager un peu plus son pouvoir en acceptant de mettre en place des institutions élargies aux mouvances d'opposition. Il accepterait également le retour « sans conditions » de l'ancien président Marc Ravalomanana, en exil depuis son renversement en mars 2009. Celui-ci n'est pas près pour autant de revenir au pays tout de suite. Il courrait en

effet le risque d'être mis en prison car il a été condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité pour sa responsabilité présumée dans les tueries perpétrées contre des manifestants en février 2009, à l'époque où il s'accrochait au pouvoir.

Mais ses partisans regroupés au sein du parti TIM et de quelques autres formations ont signé la « feuille de route ». Ils l'ont fait sans doute pour plusieurs raisons : d'une part parce que, eux, sont pressés d'accéder à la mangeoire et d'autre part parce qu'ils n'excluent pas, une fois qu'ils seront installés à des postes importants, une éventuelle mesure de clémence présidentielle à l'égard de leur mentor.

Le camp Rajoelina qui dirige actuellement le pays, a aussi de son côté fini par accepter de faire quelques concessions. En effet la résolution de la crise est de son point de vue à ce prix. Il a besoin d'élections présidentielle, législatives et municipales pour légitimer et asseoir son pouvoir qui jusqu'à présent n'est sorti d'aucune urne. Pour cela il lui est sans doute indispensable que les partis d'opposition jouent le jeu en ne boycottant pas les scrutins qu'il annonce à cor et à cri depuis qu'avec la bénédiction d'une partie de l'armée, il a pris la place de Ravalomanana. Pourtant ceux-ci peuvent se rebiffer s'ils s'estiment lésés et remettre en question l'accord

avec au bout du compte encore un autre rebondissement de la crise.

D'autre part, même si le pouvoir actuel a donné beaucoup de gages de bonne volonté à l'égard des dirigeants des grandes puissances et surtout des milieux d'affaires et des banques, ceux-ci, mise à part la France, rechignent à lui accorder la reconnaissance. Ils continuent de conditionner cette reconnaissance à la tenue d'élections consensuelles c'est-à-dire avec l'aval et la participation des principaux partis politiques. Ce n'est qu'à cette condition que le robinet des crédits et des « aides internationales » multiformes qui est fermé depuis l'instauration du nouveau régime, s'ouvrirait à nouveau.

La classe possédante malgache aspire profondément au déblocage de ces crédits car ils constituent une manne dans laquelle elle pourrait au passage prélever sa part. Cela donnerait du grain à moudre à de multiples entreprises locales intermédiaires, souvent aux mains des hommes du pouvoir.

Cependant, bon gré mal gré, le régime a tenu le coup depuis le début de la crise qui résulte de la guéguerre que se livrent les clans en compétition pour le pouvoir. Il est toujours en place mais l'économie tourne au ralenti, d'énormes sacrifices sont imposés aux masses populaires. Partout les salaires sont très bas ; ceux des fonctionnaires, bloqués, ne sont pas toujours réglés à chaque fin de mois. Les services publics tels les hôpitaux et les écoles sont délaissés avec des graves conséquences pour les familles pauvres ou modestes qui n'ont pas les moyens de recourir aux cliniques et aux écoles privées. Sur injonction de certaines instances, les entreprises américaines ont interrompu leurs contrats avec le secteur des zones franches, préférant se retirer vers d'autres pays. Ce secteur continue plus ou moins de tourner au profit des mêmes sociétés américaines mais cette fois en effectuant de la sous-traitance par le biais de patrons domiciliés à l'île Maurice voisine. Ceux-ci soutirent leur pourcentage de bénéfice au passage. Le résultat

est que les patrons de ces entreprises qui imposaient des salaires déjà très bas aux travailleurs de ces zones ont répercuté sur eux leur manque à gagner et préservé ainsi leurs bénéfices au détriment des revenus des travailleurs.

Dans plusieurs régions la pauvreté s'est aggravée d'année en année. La population est victime d'une insécurité alimentaire chronique qui persiste depuis plusieurs années. Même l'eau à boire manque car il est nécessaire de procéder à des nouveaux forages pour atteindre les nappes phréatiques plus profondes. De telles réalisations sont hors de portée des faibles moyens dont disposent les populations mais l'Etat, lui, il pourrait les effectuer à condition que cela constitue une préoccupation pour les dirigeants, ce qui n'est pas le cas. Ceux-ci se contentent lors de leurs passages dans ces régions de faire de la démagogie bon marché sous forme de festivités dont ont en charge les notables locaux. La population est tenue de se contenter de manger et de boire pendant un jour ou deux avant de retrouver les tristes réalités une fois que les podiums et les décorations sont démontés et la fête terminée.

Avec les élections qui se profilent, les déplacements des candidats vers leurs fiefs se multiplieront ainsi que les fêtes et les distributions d'argent pour s'assurer les voix. Les gens du pouvoir misent dessus pour s'attribuer leur brevet de démocratie et un regain de notoriété dans le pays. Au bout du compte le régime pourrait entrer, en tout cas c'est ce qu'il espère, dans les bonnes grâces des grandes puissances et espérer ainsi le déblocage des sommes sur lesquelles il lorgne à l'avance. Mais c'est peut-être sans compter sur la crise mondiale qui pourrait détourner les capitaux au profit d'autres centres d'intérêt peut-être plus prometteurs pour ses détenteurs. Alors leur espoir pourrait se révéler n'être qu'un mirage. Les classes pauvres n'ont pas grand-chose à attendre de cette « feuille de route de sortie de crise ».

(Nous reproduisons ci-dessous un article sur la crise actuelle du système capitaliste publié dans l'édition du mois d'août de notre mensuel en Côte d'Ivoire)

LA CRISE DU CAPITALISME

UN SYSTEME BARBARE AUQUEL IL FAUT METTRE FIN

Les importantes chutes que les grandes places boursières de la planète ont connues ces derniers jours montrent que le système capitaliste est vraiment malade, que la crise économique est très profonde et que le risque de l'écroulement de l'ensemble du système n'est pas une simple vue de l'esprit. Les dirigeants des pays impérialistes font semblant de montrer à leur opinion publique qu'ils contrôlent la situation et expliquent tantôt que la crise est déjà jugulée, tantôt qu'elle est en passe de l'être et que l'économie va redémarrer bientôt.

La réalité est tout autre. Ces dirigeants, y compris ceux de la plus grande des puissances, ne maîtrisent absolument pas les mécanismes du système capitaliste. De par sa nature même, ce système économique est incontrôlable. Le fait que la production des biens n'est pas basée sur la satisfaction des besoins de l'humanité mais uniquement sur la recherche du profit individuel maximal la rend complètement anarchique. Les crises économiques qui apparaissent de manière cyclique ne sont pas des « accidents » ou des anomalies causées par on ne sait quels agents externes au système, mais font partie intégrante du fonctionnement même de ce système économique aberrant basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

La crise boursière actuelle n'est que la suite de la crise financière qui avait éclaté en septembre 2008 aux Etats-Unis et qui a touché de nombreux pays en Europe et ailleurs. A l'origine de cette crise il y a le fait que les profits tirés de l'exploitation globale de la classe ouvrière vont de plus en plus dans la spéculation car la grande bourgeoisie internationale tire davantage de profit à spéculer plutôt qu'à investir dans la production des biens. C'est ainsi que durant les années qui ont précédé la crise de 2008, des sommes

colossales sont allées vers la spéculation immobilière aux USA. Les banquiers ont incité des dizaines de millions de familles américaines à s'endetter auprès d'elles pour devenir propriétaires de leurs maisons. Mais dans cette période de marasme économique où les entreprises licencient plutôt que d'embaucher, plusieurs millions de salariés se sont retrouvés dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes. Leurs maisons ont été confisquées par les banques et ils se sont retrouvés dans la rue, endettés et appauvris.

A cause de la prolifération de leurs titres « pourris » (les « subprimes »), les banquiers ont été mis en difficulté pour rembourser leurs propres dettes auprès d'autres banques. C'est ainsi que plusieurs banques se sont retrouvées en faillite. Tel un jeu de domino, la chute de l'une a entraîné celle de l'autre, et ainsi de suite. Cette cascade de faillites a traversé les frontières des Etats-Unis car toutes les banques internationales dépendent les unes des autres. Ainsi, toutes les places financières ont été touchées les unes après les autres.

Les chefs d'Etat des pays industrialisés ont décidé de renflouer les banques en difficulté en leur rachetant les titres pourris. Ce sont des centaines de milliards de dollars qui ont été ainsi donnés aux banquiers pour les sauver. Mais cet argent ne sort pas de nulle part. C'est l'argent des contribuables. En clair, les dirigeants des Etats capitalistes ont appauvri encore plus les classes populaires, directement ou indirectement, pour payer la note de la crise financière. Les banquiers, et derrière elles la grande bourgeoisie internationale, ont finalement gagné sur les deux tableaux : les bénéfices de la spéculation pour eux et les pertes pour les Etats, c'est-à-dire pour les classes populaires en dernier ressort. La moindre

des choses aurait été pourtant de faire payer la crise à ceux-là mêmes qui en sont les responsables.

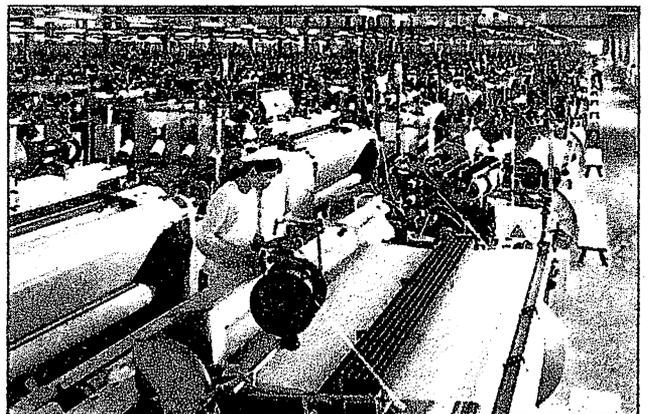
A peine renflouées, les banques se sont mises à spéculer à une échelle encore plus grande et sur tous les secteurs où il y a matière à spéculer : les monnaies, les matières premières, etc. La flambée des prix du riz et du blé (entre autres) qui a déferlé dernièrement sur le continent africain, asiatique et en Amérique latine et qui a provoqué des émeutes de la faim dans de nombreux pays, est une des conséquences directes de cette spéculation mondiale. Des dizaines de millions de pauvres qui étaient déjà en situation de survie se sont retrouvés encore plus appauvris. Quand on a déjà du mal à se nourrir, une simple augmentation des prix sur les denrées alimentaires de base peut vous conduire à la mort. Et ceux qui spéculent sur les denrées de base comme le blé, le riz ou le maïs sont des assassins soutenus par les Etats capitalistes.

Ces derniers temps la spéculation s'est surtout portée autour de la capacité des Etats à rembourser leurs dettes. Pour soutenir leurs banquiers en difficulté les Etats des pays industrialisés se sont endettés auprès d'autres banques ou des mêmes. Du coup ces Etats endettés jusqu'au cou ont de plus en plus de mal à trouver des crédits auprès des bailleurs de fonds et sont obligés d'emprunter auprès des mêmes banques, à un taux de plus en plus élevé en fonction de leur cote de fiabilité déterminée par des institutions financières. Tels des rapaces, les spéculateurs jouent sur la capacité des Etats à rembourser leurs dettes. Ils retirent les capitaux des Etats jugés non fiables pour les placer sur ceux qui le sont un peu plus. C'est ainsi que l'Etat grec s'est retrouvé dans une situation de quasi-faillite. Mais au lieu de prendre de l'argent dans la poche des plus riches, c'est-à-dire des exploiters, les dirigeants de l'Etat grec ont choisi de ponctionner les classes populaires, en diminuant les salaires, en augmentant les taxes, en prélevant sur les budgets sociaux, en reculant l'âge du départ à la retraite, etc.

A des degrés un peu différents, d'autres Etats européens se retrouvent dans une situation presque analogue : l'Espagne, l'Italie et peut-être demain la France. Même la plus grande puissance

mondiale, les USA, semble ébranlée par cette crise de la dette dite «souveraine». Le montant de sa dette avoisine 16 400 milliards de dollars !

Le système capitaliste mondial est en crise profonde. Tout le monde s'accorde à dire qu'elle est comparable à celle de 1929 qui avait précipité le monde capitaliste tout entier dans une catastrophe jamais égalée. Les conséquences de cette crise furent désastreuses pour l'ensemble de l'humanité. Des dizaines de millions de personnes avaient basculé dans une misère sans nom. Aux Etats-Unis où cette crise avait éclaté, des millions de travailleurs furent jetés à la rue ; des millions de petits paysans furent ruinés et contraints de quitter leurs terres pour agrandir la horde des chômeurs. L'écroulement brutal de l'économie aux Etats-Unis entraîna des faillites en cascades en Europe. La peur des réactions de la classe ouvrière amena la bourgeoisie, notamment en Allemagne, à financer des bandes fascistes pour briser les grèves et mettre au pas l'ensemble des travailleurs. L'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne fut une des conséquences de cette grande crise de même que l'armement de l'Allemagne qui s'en suivit et le déclenchement de la seconde guerre mondiale.



La classe ouvrière, seule force sociale capable de mettre fin à la barbarie capitaliste

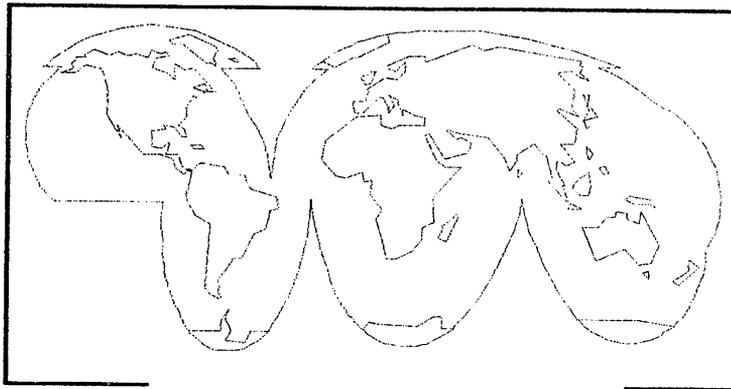
Personne ne sait si, de soubresauts en soubresauts, de faillites en faillites, cette dernière crise du capitalisme ne va pas entraîner, tel un château de cartes, l'écroulement général du système. La situation est telle qu'une simple panique dans le milieu financier est susceptible de se transformer en krach boursier et entraîner des conséquences incalculables sur l'ensemble de la planète.

Lorsque la crise bancaire avait éclaté en septembre 2008, on a vu des chefs d'Etat africains (Abdoulaye Wade du Sénégal était un de ceux-là) ou des « observateurs » africains se disant « experts » en économie, déclarer que cette crise financière était une « chance » pour les pays africains car elle leur offrirait une « opportunité » pour « rattraper leur retard » sur les pays développés. Tous ces gens-là ont voulu faire croire que l'Afrique ne sera pas touchée par cette crise mais au contraire allait y gagner. Mais les faits ont déjà contredit ces messieurs car les populations des pays pauvres ont déjà souffert de la flambée des prix causée par la spéculation sur les denrées agricoles. Certes les places financières se trouvent dans les pays riches et que les spéculations se font principalement dans les bourses de New York, Londres, Paris ou Tokyo. Mais le terrain de jeu de ceux qui font des profits

par milliards sur le marché de la spéculation c'est la planète toute entière.

Croire que l'Afrique s'en sortira mieux que les autres est une ineptie. Le capitalisme n'a d'avenir nulle part. Il a déjà démontré et le démontre quotidiennement que la misère et la barbarie sont les seules choses qu'il peut offrir à l'humanité. L'avenir pour l'ensemble des travailleurs et des classes populaires, en Afrique comme ailleurs, passe par la destruction du système capitaliste, par le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, par son expropriation et par la mise en commun de tous les moyens de production afin de satisfaire les besoins du plus grand nombre. L'avenir de toute la société c'est le communisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.